

Pourquoi les gouvernements successifs s'acharnent-ils à laminer les services publics ?

Les documents de l'OCDE apportent une réponse assez précise. L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), regroupe 34 pays et gère un budget de 354 millions d'euros (en 2013). Elle siège à Paris et « sa mission est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde » [1]. Le Cahier n°13 de l'OCDE, [2] dont il sera question ici, décrit les mesures d'ajustement, qui peuvent se résumer par la « *privatisation et libéralisation des marchés* » (p.7) [3], ce qui implique licenciements abusifs, exploitation, bas salaires, mutations forcées, baisse de qualité de service, casse des grèves, répression... Depuis 20 ans, nos gouvernants suivent ces conseils à la lettre. Tout ce qui arrive était écrit ici, dans ce rapport.

Tout d'abord, il faut savoir que l'OCDE développe ces stratégies à l'échelle internationale : « L'expérience de nombreux ajustements a montré que le succès politique de l'ajustement repose sur une suite de compromis et sur le pragmatisme. La mise au point d'un programme est déjà la résultante d'une série de compromis entre les gouvernements et les organisations internationales puis, au sein de l'exécutif, entre les différents ministres » (p.36).

Ensuite, à l'échelle nationale, le gouvernement se doit d'être préparé : « Si un gouvernement arrive au pouvoir au moment où les déséquilibres macro-économiques se développent, il bénéficie d'une courte période d'ouverture (quatre à six mois), pendant laquelle l'opinion publique le soutient et il peut rejeter sur ses prédécesseurs l'impopularité de l'ajustement. (...) Cela suppose une bonne stratégie de communication, cette stratégie étant une arme importante dans le combat politique. Il faut dès l'arrivée au pouvoir insister, voire en exagérant, sur la gravité des déséquilibres » (p.24). Autrement dit, il s'agit de créer une forte inquiétude et une grande insécurité. Ce Cahier n°13 se penche donc surtout sur les moyens de faire avaler la pilule au peuple.

Mais au fait, c'est quoi cet « ajustement » ? Dans le vocabulaire de l'OCDE, la stabilisation est une baisse subite des dépenses de l'État, et l'ajustement structurel est une réorganisation de l'économie du pays pour diminuer les dépenses de l'État. Par exemple : « Une politique monétaire restrictive, des coupures brutales de l'investissement public ou une réduction des dépenses de fonctionnement ne font prendre aucun risque à un gouvernement. Cela ne signifie pas que ces mesures n'ont pas des conséquences économiques ou sociales négatives : la chute des investissements publics ralentit la croissance pour les années à venir et met sur-le-champ des milliers d'ouvriers du bâtiment au chômage, sans allocation. Mais nous raisonnons ici en fonction d'un seul critère : minimiser les risques de troubles. » (p.16). Quant aux fonctionnaires : « Les salaires nominaux peuvent être bloqués (...) ; on peut ne pas remplacer une partie des salariés qui partent en retraite ; ou bien l'on peut supprimer des primes dans certaines administrations, en suivant une politique discriminatoire pour éviter un front commun de tous les fonctionnaires. Évidemment, il est déconseillé de supprimer les primes versées aux forces de l'ordre dans une conjoncture politique difficile où l'on peut en avoir besoin. (...) L'essentiel est d'éviter un mouvement de grève générale dans le secteur public qui remettrait en question un objectif essentiel du programme de stabilisation : la réduction du déficit budgétaire » (p.30). Ajustement, stabilisation, dans tous les cas, une privatisation au moins partielle du secteur public est imposée, et ce en évitant les troubles politiques et sociaux que constituent la grève générale, les émeutes ou les blocages économiques.

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population » (p.30). Or, sans les moyens matériels et financiers, tout dysfonctionne. On ne le constate que trop bien actuellement dans le secteur de l'éducation notamment.

Mais les stratégies sont variées : « Cette politique peut prendre diverses formes : garantie d'un service minimum, formation d'un personnel qualifié complémentaire, privatisation ou division en plusieurs entreprises concurrentes, lorsque cela est possible » (p.23).

Service minimum, emploi de précaires en force d'appoint, limitation du droit de grève, privatisation, ça ne vous rappelle rien ?

La preuve est donc là, noir sur blanc, et démontre à celles-ces qui en doutaient encore que nos dirigeants ont un plan progressif, qualifié de « programme de stabilisation politiquement optimal qui, pour un même résultat économique, minimise les coûts politiques » (p.3). La destruction au moins partielle des services publics, entre autres, est bel et bien voulue. Les réformes des gouvernements, de droite comme de gauche, ne tombent pas au hasard. Nous sommes en face de politiciens stratèges et cyniques qui ne sont absolument pas là pour arranger les choses. Leur vision politique est à long terme, et pour s'en convaincre il suffit d'observer, par exemple, la logique des réformes successives depuis 20 ans sur la question des retraites : elle est l'application parfaite des stratégies décrites ici. Toute dynamique positive est étrangère à nos gouvernants, si ce n'est dans l'intérêt des classes dirigeantes. La méthode, diviser pour mieux régner, n'est pas nouvelle, mais a fait ses preuves : « Un gouvernement peut difficilement stabiliser contre la volonté de l'opinion publique dans son ensemble. Il doit se ménager le soutien d'une partie de l'opinion, au besoin en pénalisant davantage certains groupes » (p.17). À cet égard le Cahier n°13 est un exemple de cynisme, de communication et de stratégie pour dirigeant prétendument démocrate. « Si le gouvernement, par crainte de l'opposition, attend la crise financière pour ajuster, il aura beaucoup moins de marge de manœuvre, en cas de crise politique. A la limite, il ne peut plus faire, en principe, de concession dès lors qu'il a pris des engagements envers le FMI pour bénéficier de son concours. D'ailleurs, une telle décision peut rendre service à un gouvernement car celui-ci peut ensuite répondre aux opposants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose à lui, qu'il le veuille ou non » (p.22). Et encore : « Enfin, pour éviter les troubles, il est souhaitable que le gouvernement fasse un effort exceptionnel d'information (...) Ces interventions peuvent paraître plus spectaculaires qu'efficaces, mais en l'occurrence, seule importe l'image que donne le gouvernement et non la portée réelle de ses interventions » (p.28). Ce Cahier n°13 est un exemple, non que la politique décrite ici sorte de l'ordinaire, mais bien plutôt par le fait que nous, travailleuses et travailleurs, puissions la constater noir sur blanc sans risquer d'être taxé-es de paranoïa.

Reste cependant un point important, et non des moindres : si celui qui génère le moins de troubles est le programme d'ajustement idéal, tout ce qui s'apparente à l'émeute, à la grève générale, au blocage économique, tout cela fait peur à l'OCDE et aux gouvernements. « La grève des enseignants n'est pas, en tant que telle, une gêne pour le gouvernement mais elle est indirectement dangereuse, comme on l'a noté, puisqu'elle libère la jeunesse pour manifester.

Ces grèves peuvent donc devenir des épreuves de force difficiles à gérer » (p.29). On est donc loin d'avoir tout perdu, même si leur programme a déjà, partiellement mais largement, détruit les services publics. Notre capacité de lutte, de résistance, est ce qui les effraie le plus. « Les grèves comportent un inconvénient sérieux, celui de favoriser les manifestations. Par définition les grévistes ont le temps de manifester » (p.26).

Si certain-es ont perdu espoir et croient la lutte inutile, en face, nos dirigeants savent que le pouvoir est entre nos mains et qu'ensemble nous pouvons les renverser pour changer l'ordre des choses. D'ailleurs, « l'organisation d'une répression dure et permanente (...) n'est pas possible pour plusieurs raisons : le coût de l'appareil répressif, la dépendance du gouvernement à l'égard de l'armée et de la police et surtout l'incidence extérieure » (p.12). D'où la nécessité, pour les gouvernants, de développer toutes ces stratégies. **D'où la nécessité, pour nous, de nous mobiliser et de lutter pour une autre école, pour une autre société, débarrassée du capitalisme, une société solidaire, égalitaire et démocratique.**